

**Accord du 21 novembre 2022**

relatif à l'agenda social

NOR : ASET2251507M

IDCC : 303

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

**CSHC,**

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

**HACUITEX CFDT ;**

**THC CGT ;**

**FNSCIC CFE-CGC ;**

**UDI CGT ;**

**SECI UNSA,**

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**Préambule**

Les organisations syndicales et patronales représentatives réunies ce jour ajustent l'ordre du jour de l'agenda social du deuxième semestre 2022 et définissent de nouveaux thèmes pour 2023.

Cet agenda pourra être modifié et/ou mis à jour à tout moment par la commission paritaire permanente de négociation et d'interprétation.

**Article 1<sup>er</sup> | Ordre du jour de l'agenda social**

Thèmes	Périodes de négociation
Rémunérations minimales annuelles garanties 2022 Prime de collection 2022 Accord relatif à la mise en œuvre de mesures d'urgence en faveur de l'emploi et de la formation professionnelle Accord de branche relatif à la refonte des classifications professionnelles : rattachement des nouvelles fiches à la grille des RMAG Création d'un bloc de compétences relatif à l'upcycling	2 <sup>e</sup> semestre 2022

Thèmes	Périodes de négociation
Rémunérations minimales annuelles garanties 2023 Prime de collection 2023 Épargne salariale Suite : accord de branche relatif à la refonte des classifications professionnelles - rattachement des nouvelles fiches à la grille des RMAG Suite : création d'un bloc de compétences relatif à l'upcycling Accord de branche relatif à la vie familiale, aux salariés aidants et au don de jours de repos ; réflexion relative aux jours pour événements familiaux	2023

## Article 2 | **Notification. Dépôt**

Le présent accord sera, conformément aux dispositions de l'article L. 2231-5 du code du travail, notifié aux organisations syndicales représentatives.

Il fera l'objet d'un dépôt auprès des services centraux du ministre chargé du travail et auprès du secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Paris dans les conditions définies par l'article D. 2231-2 du code du travail.

*Fait à Paris, le 21 novembre 2022.*

(Suivent les signatures.)